



**RÉGION ACADÉMIQUE
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale Académique
des Achats de l'Etat (DRAAE)**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

-

**LOCATION DE SALLES AVEC PRESTATIONS ASSOCIÉES POUR LA
TENUE DE PLUSIEURS CONCOURS ORGANISÉS EN 2026 POUR
L'ACADÉMIE DE NICE**

Version 1.0, novembre 2025

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R.2124-2 1° du Code de la commande publique

PERSONNE PUBLIQUE :

M. LE RECTEUR DE LA RÉGION ACADÉMIQUE PACA

RECTORAT DE L'ACADÉMIE D'AIX MARSEILLE

PLACE LUCIEN PAYE

13621 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 1

Sommaire

CONTEXTE- OBJET DU DOCUMENT	4
ARTICLE I - LES ACTEURS DU CONTRAT	4
ARTICLE II - OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE III - PROCEDURE APPLICABLE.....	5
ARTICLE IV - FORME, ALLOTISSEMENT ET MONTANT DE L'ACCORD CADRE	5
IV.1 Forme	5
IV.2 Allotissement.....	5
IV.3 Montants.....	5
IV.4 Option(s) / Prestation(s) Supplémentaire(s) Eventuelle(s) / Solution(s) alternative(s)	6
ARTICLE V - DUREE	6
ARTICLE VI - CLAUSE DE REEXAMEN	6
ARTICLE VII - LIEUX D'EXECUTION.....	7
ARTICLE VIII - DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ.....	7
ARTICLE IX - RESILIATION.....	7
ARTICLE X - LITIGES.....	8
ARTICLE XI - PRESTATIONS ATTENDUES	8
ARTICLE XII - NORMES/OBLIGATIONS	8
ARTICLE XIII - MODALITES D'EXECUTION	8
XIII.1 Désignation d'un interlocuteur.....	8
XIII.2 Modalités de commande et contenu	8
ARTICLE XIV - DIMENSION ENVIRONNEMENTALE	9
XIV.1 Economie d'énergie :	9
XIV.2 Gestion des déchets :	9
ARTICLE XV - DELAI POUR ETABLISSEMENT DES DEVIS	9
ARTICLE XVI - CONTROLES, ADMISSION, AJOURNEMENT, REJET DES PRESTATIONS	9
ARTICLE XVII - DIFFICULTES FINANCIERES DU TITULAIRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHÉ.....	10
ARTICLE XVIII - DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHÉ	10
XVIII.1 Justificatifs sociaux.....	10
XVIII.2 Assurance	10
ARTICLE XIX - DISPOSITIONS FINANCIERES.....	11
XIX.1 Forme des prix	11
XIX.2 Contenu des prix	11
ARTICLE XX - DELAI DE PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES ET FACTURATION.....	11
XX.1 Délai de paiement	11
XX.2 Intérêts moratoires	11
XX.3 Facturation	11
ARTICLE XXI - PENALITES	12
ARTICLE XXII - AVANCE ET ACOMPTE(S)	13
XXII.1 Avance	13
XXII.2 Acompte	13

ARTICLE XXIII - RETENUE DE GARANTIE	13
ARTICLE XXIV - REGLEMENTATION/OBLIGATIONS	13
ARTICLE XXV - RGPD	13

CONTEXTE- OBJET DU DOCUMENT

L'académie de Nice est chargée chaque année d'organiser et de gérer les concours (nationaux et déconcentrés) de recrutement des personnels pour différentes filières. Ne pouvant accueillir l'ensemble des candidats se présentant aux épreuves écrites des différents concours au sein de ses établissements, le recours à des services de location de salles et de prestations associées (telles que la mise à disposition d'un service de sécurité incendie et d'assistance à personne, la fourniture de mobiliers, de matériel de son et de barrières, le nettoyage des locaux...) est nécessaire.

Le présent document constitue le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) relatif aux services de location de salles et prestations associées pour la session 2026 des concours qui se dérouleront au sein de l'académie de Nice.

Il a pour objectif de préciser les conditions dans lesquelles le titulaire réalise les prestations et services pour répondre aux besoins définis, conformément aux documents contractuels régissant l'accord-cadre.

ARTICLE I - LES ACTEURS DU CONTRAT

L'académie de Nice est la circonscription administrative de référence de l'Éducation nationale.

Le recteur d'académie exerce dans l'académie les missions relatives au contenu et à l'organisation de l'action éducatrice et représente le ministre chargé de l'Éducation nationale au sein de l'académie et des départements qui la constituent (services déconcentrés de l'Etat).

Il est responsable de la totalité du service public de l'éducation dans l'académie, de la maternelle à l'université, et exerce aussi des compétences dans le domaine de l'enseignement privé sous contrat.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est chargé de coordonner la passation du marché pour le compte de l'académie de Nice. Il s'agit du Recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur dont l'académie de Nice fait partie.

Le terme « **acheteur** » est ici mentionné au même titre que le terme pouvoir adjudicateur.

La société retenue est l'opérateur économique chargé de l'exécution des prestations de l'accord-cadre désignée dans le présent document sous l'appellation « **titulaire** ».

Le représentant du titulaire : Il soumet à l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le service bénéficiaire est l'interlocuteur du titulaire pour la gestion des bons de commande issus du présent accord-cadre. Il est chargé du suivi de l'exécution des prestations et notifie toute modification au titulaire. Le Département des Examens et Concours (DEC) du Rectorat de l'académie de Nice, assurera ces missions.

Le « **bénéficiaire** » est également le DEC qui pourra disposer des différentes prestations prévues dans ce marché.

ARTICLE II - OBJET DU MARCHE

Le présent marché est un accord-cadre ayant pour objet les services de locations de salles et prestations associées pour la tenue des épreuves de plusieurs concours organisés en 2026 pour l'académie de Nice.

Les différents concours concernés et la description des prestations attendues figurent au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE III - PROCEDURE APPLICABLE

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R.2124-2 1° du Code de la Commande Publique.

ARTICLE IV - FORME, ALLOTISSEMENT ET MONTANT DE L'ACCORD CADRE

IV.1 Forme

Le présent accord-cadre mono attributaire à bons de commandes fixe toutes les stipulations contractuelles.

Il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations feront donc l'objet de bons de commandes notifiés par le Département des Examens et Concours (DEC) du Rectorat de Nice au fur et à mesure des besoins.

IV.2 Allotissement

Le présent accord-cadre est dévolu en 6 lots déterminés en fonction de la nature des épreuves des concours et de leur programmation (cf. dates précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières) :

- ✓ Lot 1 concours AGREG EXT G1, CAPEPS EXT M2 ET L3, CPE EXT M2, L3 et 3V ;
- ✓ Lot 2 concours CAPES EXT M3 et M2 et CAPET EXT et 3V ;
- ✓ Lot 3 concours CAPES EXT L3 et M2, CAPLP EXT Lettres – HG M2, CAPES EXT L3, CAPLP EXT L3, M2 et 3V ;
- ✓ Lot 4 concours CAPES EXT Lettres (L3) HG (M2 et L3), CAPES EXT L3 et 3V, CAPLP EXT L3 et 3V.
- ✓ Lot 5 concours SAENES et ADJAENES.
- ✓ Lot 6 concours INFIRMIER

IV.3 Montants

L'accord-cadre est passé, toutes périodes de reconduction confondues, sans montant minimum et avec un montant maximum total de de **208 100€ HT tous lots confondus**.

A titre indicatif, le montant total estimé du marché est de **138 800€ HT tous lots confondus** et n'engage pas le rectorat ni l'administration.

Les montants indiqués ci-dessous ne constituent pas un engagement de commande :

Lot	Montants estimés HT	Montants maximums HT
Lot 1	22500€	33750€
Lot 2	22500€	33750€
Lot 3	20700€	31000€
Lot 4	47600€	71400€
Lot 5	24000€	36000€
Lot 6	1500€	2200€
TOTAL	138800€	208100€

IV.4 Option(s) / Prestation(s) Supplémentaire(s) Eventuelle(s) / Solution(s) alternative(s)

Néant.

Option au sens du droit communautaire : 0

Nombre de reconduction(s) annuelle(s) : 0

ARTICLE V - DUREE

Le marché est conclu pour une durée **de 6 mois** à compter de la date de réception de sa notification.

L'accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque le montant maximum aura été atteint que ce soit pour l'un des lots ou pour l'ensemble des lots indépendamment de la durée initialement prévue par l'acheteur.

ARTICLE VI - CLAUSE DE REEXAMEN

En application des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique, le présent marché public pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- ✓ Article 25 du CCAG FCS 2021 relatif à une circonstance imprévisible dans sa nature ou son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché avec des conséquences financières. Le titulaire devra fournir un mémoire justifiant la situation ainsi que l'impact économique sur la marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre initial du marché. L'acheteur déterminera si une renégociation des prix ou des autres clauses financières du marché suite à ces nouvelles conditions économiques survenues depuis la conclusion du contrat rendues nécessaires par des circonstances qui ne pouvaient pas être prévues pourra être appliquée. Le cas échéant, cette modification strictement limitée dans son champ d'application et dans sa durée permettra au titulaire de poursuivre l'exécution du contrat.
- ✓ Modification des dates de concours rendues nécessaires par des circonstances non prévisibles (exemple changement du calendrier national).
- ✓ Modification de la volumétrie de candidats à l'issue de la période d'inscription engendrant une actualisation des besoins (à la hausse comme à la baisse).
- ✓ Révision de la rémunération induite par de nouvelles obligations pesant sur le titulaire qui étaient non prévisibles au moment de la réponse à l'appel d'offres et qui sont devenus indispensables en cours de marché notamment en cas de nouvelles contraintes, normes environnementales... (imprévisibles et extérieures au titulaire) imposées par le droit national.
- ✓ Adaptations du marché rendues nécessaires par des difficultés techniques apparues pendant l'utilisation.
- ✓ Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.
- ✓ Reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur.
- ✓ Réalisation de prestations similaires de services suivant disposition de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

Ces modifications feront l'objet d'un écrit qui, en fonction de la modification envisagée, prendra la forme appropriée : avenant, décision de poursuivre, ordre de service, marché complémentaire.

ARTICLE VII - LIEUX D'EXECUTION

Les prestations devront être exécutées dans le département des Alpes Maritimes (06).

Le CCTP précise la situation géographique souhaitée eu égard aux besoins et contraintes du Département des Examens et Concours pour l'organisation et la gestion des concours.

ARTICLE VIII - DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHE

Les documents contractuels régissant le présent marché sont énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (ATTRI1), incluant son annexe financière, signé par les deux parties et dont l'exemplaire original conservé par la région académique fait seul foi ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes régissant le marché dont l'exemplaire original conservé dans les locaux de la région académique fait seul foi ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS 2021) ;
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modificatifs ;
6. L'offre technique du titulaire (mémoire technique détaillé remis par le titulaire à l'appui de l'offre et complément éventuel).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du présent marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales ou particulières du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables à l'acheteur quelle qu'en soit la forme.

Les présentes conditions particulières prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire ou le cas échéant sur ses propres conditions particulières.

ARTICLE IX - RESILIATION

Le marché peut être résilié selon :

- les dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G. FCS qui s'appliquent sans aucune autre disposition particulière ;
- les dispositions des articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Conformément aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

Quel que soit le motif invoqué, la résiliation du marché fera l'objet d'un décompte de liquidation arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire. Le montant versé au titre de ce décompte de liquidation ne pourra en aucun cas être supérieur au montant dû en cas d'exécution totale du marché.

ARTICLE X - LITIGES

Les litiges sont réglés par les lois et règlements du droit français. La région académique et le titulaire déclarent élire domicile à leurs sièges respectifs et s'en remettre au tribunal administratif de Marseille pour le règlement des litiges éventuels afférents au présent marché.

Tribunal administratif de Marseille, 31 Rue Jean François Leca, 13002 Marseille, tél 04 91 13 48 13.

Le dépôt d'une requête peut être réalisée via l'application Télérecours (www.telerecours.fr).

Les parties, région académique et titulaire, s'efforcent de régler à l'amiable leurs éventuels litiges relatifs à l'exécution du présent marché.

Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010. Le comité consultatif compétent est le CCIRAL de Marseille.

CCIRAL de Marseille, Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur, Secrétariat général pour les affaires régionales, Place Félix-Baret, CS 80001, 13282 MARSEILLE Cedex 06, Tél. : 04.84.35.45.54

ARTICLE XI - PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE XII - NORMES/OBLIGATIONS

Les prestations du titulaire doivent être conformes aux clauses de l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et tous les textes européens, nationaux ou locaux applicables aux prestations de la présente opération, et en particulier aux dispositions nationales et européennes régissant la fourniture de biens mobiliers.

Le fait de ne pas énumérer ces normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître.

La proposition du titulaire peut comporter des engagements supplémentaires.

ARTICLE XIII - MODALITES D'EXECUTION

XIII.1 Désignation d'un interlocuteur

Dans les cinq (5) jours suivant la réception de la notification du marché, le titulaire désignera un interlocuteur privilégié auprès des services bénéficiaires pour le suivi de l'exécution du marché. Cet interlocuteur devra être doté d'un numéro de téléphone et d'une adresse mail valides.

XIII.2 Modalités de commande et contenu

L'accord-cadre est exécuté par l'émission d'un bon de commande unique par lot pouvant regrouper plusieurs concours ou par l'émission de bons de commande distinct par concours qui seront adressés après notification du marché.

Chaque bon de commande est transmis par courrier électronique. L'absence de réserve émise par le titulaire dans les dix (10) jours suivant la réception du bon de commande concerné vaut acceptation sans réserve des conditions qui y sont mentionnées.

La personne habilitée à émettre les bons de commande est le pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Dans tous les cas et pour toutes demandes, le titulaire doit, sous sa propre responsabilité, s'assurer de la qualité pour agir du demandeur. Tout bon de commande émis par une personne non habilitée est considéré comme nul et sans effet et ne peut, à ce titre, donner lieu à aucun paiement.

Il est précisé, sur chaque bon de commande, les renseignements suivants :

- les références de l'accord-cadre et du titulaire ;
- la désignation détaillée des prestations demandées en référence à des produits ou services valorisés dans la proposition du titulaire annexée à l'acte d'engagement ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le montant H.T. et T.T.C. de chaque prestation ;
- l'école destinataire de la livraison et l'adresse précise de livraison ;
- la personne à contacter et ses coordonnées.

Dans le cas où le bon de commande produit par le Rectorat soulève des difficultés de la part du titulaire dans son exécution, il doit se rapprocher du service bénéficiaire pour demander des explications préalables avant toute production de devis.

ARTICLE XIV - DIMENSION ENVIRONNEMENTALE

La région académique souhaite limiter l'impact sur l'environnement et s'est donc engagée dans une démarche d'achats publics durables.

La dimension environnementale est prise en compte dans :

- ✓ Les conditions d'exécution du marché pour les points suivants et ceux précisés dans le CCTP ;
- ✓ Les critères environnementaux comme critères d'attribution (précisés dans le règlement de la consultation).

XIV.1 Economie d'énergie :

Le titulaire devra proposer des locaux utilisant pour les éclairages de salles des dispositifs répondant aux normes en matière d'économies d'énergie (type LED ou ampoules à économie d'énergie) et/ou présenter les pratiques durables dans la gestion énergétique (chauffage..).

XIV.2 Gestion des déchets :

Le titulaire s'engage à mettre en place des actions pour l'économie circulaire, notamment lors de sa gestion des déchets, en triant et en collectant les déchets produits (exemple mise en place de poubelles pour le tri du papier dans les salles d'examen).

ARTICLE XV - DELAI POUR ETABLISSEMENT DES DEVIS

Après réception de la notification des besoins des services bénéficiaires, le titulaire transmettra le devis correspondant par courriel sous 5 jours ouvrés maximum.

ARTICLE XVI - CONTROLES, ADMISSION, AJOURNEMENT, REJET DES PRESTATIONS

L'accord-cadre applique les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

L'acheteur prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

ARTICLE XVII - DIFFICULTES FINANCIERES DU TITULAIRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHÉ

Conformément à l'article L.2195-4 du code de la commande publique, tout changement de situation du titulaire doit être signalé sans délai au service achat de la région académique PACA. Si le titulaire est placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1 à L.2141-12 de ce même code, l'acheteur peut résilier le marché pour ces motifs.

ARTICLE XVIII - DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

XVIII.1 Justificatifs sociaux

Conformément aux dispositions de l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire du présent marché doit fournir au service achat de la région académique PACA, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à R. 1221-12, L. 3243-1, L. 3243-2 et L. 3243-4 et R. 3243-1 à R. 3243-5 ;
- l'extrait Kbis du registre du commerce et des sociétés datant de moins d'un an.

Le titulaire devra déposer ces pièces sur la plateforme mise gratuitement à disposition par le Rectorat de l'académie d'Aix-Marseille à l'adresse suivante : **[https:// e-attestation.com](https://e-attestation.com)**

Après mise en demeure restée infructueuse pour défaut de transmission de ces documents, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du Code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Le titulaire établi ou domicilié à l'étranger doit respecter les prescriptions de l'article D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail en fournissant tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les justificatifs qui y sont énumérés.

XVIII.2 Assurance

Le titulaire atteste qu'il est détenteur d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, incorporel, immobilier ou mobilier, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution.

Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Il doit produire, à toute demande du service achat de la région académique PACA, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

ARTICLE XIX - DISPOSITIONS FINANCIERES

Le contrat est conclu en euros.

XIX.1 Forme des prix

Les prix sont forfaitaires et sont établis sur la base des montants indiqués dans l'annexe financière « bordereau des prix » (BP) de l'acte d'engagement.

XIX.2 Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont définis dans l'Acte d'Engagement et comprennent **toutes les dépenses résultant de l'exécution de toutes les prestations prévues à ce marché** incluant tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date de remise des offres.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent accord-cadre soit 20%.

ARTICLE XX - DELAI DE PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES ET FACTURATION

XX.1 Délai de paiement

Le règlement des factures est réalisé par virement bancaire et s'effectue dans les délais de 30 jours à compter de la date de réception de la facture conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

XX.2 Intérêts moratoires

En cas de dépassement du délai de paiement indiqué ci-dessus, des intérêts moratoires sont dus, de plein droit, dans le respect des dispositions des articles R.2192-31 à 2192-36 du Code de la commande publique.

XX.3 Facturation

Le titulaire du marché devra impérativement utiliser le portail public de facturation mis à disposition des fournisseurs « Chorus Pro » <https://chorus-pro.gouv.fr> . Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi.

Informations nécessaires pour le dépôt des factures :

- Destinataire Etat : SIRET 11000201100044
- Code service exécutant : FAC0000006
- Numéro de l'engagement juridique : se référer au numéro sur le bon de commande transmis au préalable

Les prestations sont réglées au titulaire, par application des prix fixés dans l'annexe financière.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un seul original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché;
- la date de facturation ;
- la prestation concernée exactement définie notamment par la date et la nature et quantité de la ou des livraisons ;
- la référence du bon de commande ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;

- sa domiciliation bancaire telle qu'il est précisé à l'acte d'engagement;
- le montant, en € HT et € TTC, de la prestation exécutée ;
- le taux de remise, le montant remis, en € HT et € TTC, de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur.

Elles devront permettre une vérification et un contrôle quantitatif et qualitatif conformément à l'accord-cadre, aux prix et conditions figurant dans la proposition financière détaillée et l'annexe financière de l'acte d'engagement.

ARTICLE XXI - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont cumulables et peuvent être appliquées de deux façons :

1/ en déduction des factures du titulaire à venir

2/ par émission d'un titre de perception à l'encontre du titulaire

Par dérogation à l'article 14 du CCAG -FCS, les pénalités suivantes s'appliquent :

Domaine	Prestations	Fait générateur	Montant
Devis	Edition de devis	Non-respect du délai pour établissement des devis (cf. article XV du CCAP)	50€ HT par jour ouvré de retard
Exécution des prestations	Nettoyage des locaux	Défaut d'entretien des locaux (cf. CCTP article II.3.3)	5% du bon de commande HT
Exécution des prestations	Chauffage	Locaux non chauffés en amont des épreuves ou non-respect de la température minimum attendue (cf. article II.3.5 du CCTP)	5% du bon de commande HT
Exécution des prestations	Mise à disposition de matériels	Les mobiliers, les aménagements des espaces ou le système de sonorisation ne sont pas en bon état de fonctionnement (exemple table ou chaise bancale, micro HS,...) et ont perturbé le déroulement des épreuves (cf. CCTP article II.3.1 et II.3.2)	10% du bon de commande HT

Exécution des prestations	Gestion des déchets	Mise à disposition d'un nombre insuffisant de poubelles pour le tri	5% du bon de commande HT
---------------------------	---------------------	---	--------------------------

Plafond des pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 20 % HT de la valeur de la commande concernée. Le montant total cumulé des pénalités appliquées pourra dépasser 10% du montant total maximum HT du marché.

ARTICLE XXII - AVANCE ET ACOMPTE(S)

XXII.1 Avance

Les dispositions des articles R. 2191-16 à R. 2191-18 du Code de la commande publique s'appliquent au présent accord-cadre qui s'exécute par bon de commande.

Dans le cadre de ce marché, les conditions cumulatives requises précisées à l'article R.2191-3 du Code de la Commande publique pour le versement d'une avance obligatoire n'étant pas remplies (notamment le délai d'exécution des prestations pour chacun des concours), aucune avance n'est prévue.

Sauf renonciation du titulaire, une avance de 5% est accordée pour chaque bon de commande d'un

XXII.2 Acompte

Les dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique s'appliquent au présent accord-cadre.

ARTICLE XXIII - RETENUE DE GARANTIE

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE XXIV - REGLEMENTATION/OBLIGATIONS

Les prestations du titulaire doivent être conformes à l'ensemble des textes français et européens en vigueur. Le fait de ne pas énumérer les normes et règlements applicables ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître.

La proposition du titulaire peut comporter des engagements supplémentaires.

Le cas échéant le (ou les) titulaire(s) devront obligatoirement transmettre l'agrément correspondant à l'activité faisant l'objet de ce marché dans le dossier de candidature.

ARTICLE XXV - RGPD

Ce marché donnant lieu à la collecte et au traitement de données personnelles, le titulaire et le(s) sous-traitant(s) éventuel(s) devront se conformer aux dispositions du Règlement Général pour la Protection des Données. En tant que responsable de traitement des données, le titulaire entreprendra toutes les démarches nécessaires à son exécution au regard de la législation applicable à l'établissement et à l'utilisation de fichiers contenant des données à caractère personnel.